

PLFSS 2023 et 49.3 : La démocratie piétinée La Sécu en danger



Sans majorité absolue au parlement le gouvernement s'est à nouveau fendu d'un passage en force, sans débat et sans amendement possible sur l'un des textes les plus importants de notre démocratie : le PLFSS.

Autrement dit, cette année, le budget de la Sécurité sociale n'aura fait l'objet d'aucun échange de fond et d'aucune possibilité d'être contesté, ou même commenté, alors même qu'à l'origine la gestion de cette grande caisse de solidarité qu'est la « Sécu » revenait aux salariés. Un comble !

Pourtant les enjeux sont considérables, la pandémie a mis au grand jour l'état de délitement du système hospitalier, et plus globalement de tout le système de santé. Les politiques d'austérité qui sont la marque de la présidence Macron ont coûté cher, très cher, à notre protection sociale, et nous n'en sommes qu'au début.

Au-delà d'un simple tour de passe-passe constitutionnel, cette adoption en force, via le 49.3, du PLFSS 2022 montre s'il en est la volonté de ce gouvernement d'accélérer sa politique de destruction de la Sécurité sociale avec en ligne de mire les retraites dont nous savons qu'elles sont la cible prioritaire de nos chers libéraux.

Le texte prévoit clairement la baisse du budget de la santé, met fin à l'indemnisation de certains arrêts de travail, aggrave les exonérations de cotisations sociales qui fragilisent toujours plus la Sécurité sociale.

Il y a maintenant près de 2 ans, le gouvernement décidait de mobiliser tous les moyens nécessaires pour faire face « à la plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle ». Ce qui n'avait rien d'exceptionnel au vu de l'urgence et qui répondait dans le fond à l'engagement d'un très grand nombre de pays dans le monde. Mais ces mesures temporaires qui auraient dû être financées en mettant largement à contribution les profiteurs du système (banquiers, CAC 40, capitalistes prédateurs et autres riches qui ont vu leurs revenus exploser sous Macron) n'ont bénéficié d'aucune source de financement, autre que la dette qui serait remboursée par des cures d'austérité. Nous y sommes !

C'est donc sans grand étonnement que le dernier Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de la mandature se voit impacté par les conséquences financières de ces mesures, déployées pour répondre à l'urgence sans garantie de pérennité et sans même l'entrevue lointaine d'une taxe ou d'un impôt sur les riches. Ce qui est un non-sens absolu au vu des profits, voir des superprofits, colossaux que certains secteurs ont engrangé durant la crise.

Les raisons de ce passage en force via le 49.3 résident pour partie dans cette double lâcheté : Celle d'avoir asséché les comptes de la Sécurité sociale depuis des années, à coups d'exonération et d'allègements de cotisations sociales, doublée d'un renoncement coupable à faire financer la solidarité par les plus gros profiteurs du système qui continuent de se gaver.

Nous sommes face à un texte d'attente qui ne dit rien des choix qui seront faits pour l'avenir, sur l'autonomie notamment qui pourtant était un des grands chantiers de ce quinquennat rien n'est prévu. Ce projet de loi de financement de la Sécurité sociale évite les grands enjeux tels que l'accès aux soins, l'état totalement dégradé du système hospitalier, la nécessaire revalorisation des retraites, des pensions et des minima sociaux.

Ce plan de financement n'est que le sismographe des effets de la conjoncture sur les comptes sociaux, sans décision majeure ni perspectives d'avenir. Pourquoi ? Parce qu'il importe d'abord et avant tout pour ce gouvernement de creuser le soi-disant déficit de « sécu » pour mieux y appliquer ses remèdes faits d'abandon et d'austérité. Il s'agit d'accélérer le démantèlement de la protection sociale et pour y parvenir quoi de mieux qu'un passage en force qui fait taire la démocratie. C'est même plutôt logique pour des fossoyeurs, leur objectif n'est pas la solidarité et la protection de tous, mais la préservation des intérêts d'une caste de riches à laquelle aucun effort n'a été et ne sera demandé.

À nous de renverser cette tendance notamment par la création d'un rapport de force à la hauteur pour imposer notre 100 % Sécu !